

Cour fédérale



Federal Court

Date : 20140702

Dossier : T-463-07

Référence : 2014 CF 640

[TRADUCTION FRANÇAISE CERTIFIÉE, NON RÉVISÉE]

Ottawa (Ontario), le 2 juillet 2014

En présence de monsieur le juge Barnes

ENTRE :

DENNIS MANUGE

demandeur

et

SA MAJESTÉ LA REINE

défenderesse

ORDONNANCE ET MOTIFS

[1] La Cour est saisie d'une requête présentée par consentement des parties sur le fondement des articles 334.29 et 334.4 des *Règles des Cours fédérales*. Les parties demandent également réparation en vertu de l'article 334.19 en vue de modifier l'ordonnance d'autorisation en l'espèce afin d'augmenter le nombre de participants au recours collectif.

[2] Les parties sollicitent l'approbation de la Cour à l'égard du règlement proposé d'une question qui n'était pas réglée au moment où la Cour a approuvé le règlement précédent dans la décision *Manuge c Canada*, 2013 CF 341.

[3] Conformément à l'ordonnance précédente, les modalités principales du règlement ont été approuvées de même que la fixation des honoraires et des débours payables aux avocats du groupe. Jusque-là, les parties n'ont pas été en mesure de s'entendre sur le calcul de l'indemnité de vie chère (IVC) dans la police d'assurance invalidité prolongée (AIP) du Régime d'assurance-revenu militaire (RARM). Elles ont agi prudemment en mettant l'affaire de côté pour en discuter ultérieurement et ont procédé au règlement des autres questions en cause.

[4] Après de longues négociations, les parties ont provisoirement réglé la question de l'IVC. Elles ont également proposé trois autres ajustements administratifs qui profiteront, s'ils sont approuvés, aux membres du groupe. Le règlement proposé à l'égard de ces questions permettra aux membres du groupe d'obtenir un remboursement estimé à 38,6 millions de dollars, y compris les intérêts calculés à compter de la date du versement.

[5] Un autre aspect du règlement proposé concerne un élargissement du groupe afin d'inclure environ six mille nouveaux membres qui n'avaient pas été lésés par la déduction prélevée sur les prestations d'AIP en vertu de la *Loi sur les pensions*, qui faisait initialement l'objet du recours collectif. Comme le calcul de l'IVC touchait beaucoup d'autres membres des Forces canadiennes qui n'étaient pas assujettis à la déduction prélevée en vertu de la *Loi sur les pensions*, les parties proposent de les inclure à titre de bénéficiaires du remboursement de l'IVC.

[6] La proposition de règlement équivaut à un versement effectué au groupe élargi de 74 % d'un montant maximal auquel il a droit. Les parties attribuent la réduction de 26 % à l'élimination des risques de litiges. Contrairement au règlement précédent, qui avait été motivé par mon jugement en faveur du groupe, la question de l'IVC n'a pas été tranchée devant les tribunaux. Comme j'ai pu examiner les observations écrites des parties sur la question de l'IVC, je peux confirmer que sa résolution n'a pas eu lieu sans difficulté juridique. Il y avait un risque pour les deux parties si elles avaient prié la Cour de résoudre la question. De plus, la défenderesse pouvait valablement invoquer le moyen de défense fondé sur la prescription, lequel, s'il avait été accepté, aurait empêché tout recouvrement avant mars 2001. Conformément au règlement proposé, la défense fondée sur la prescription a été abandonnée et les prestations pourront être versées sans restriction temporelle.

[7] Les parties ont également proposé un processus simplifié pour effectuer les remboursements aux membres du groupe. Ainsi, la défenderesse effectuera un versement de 19 \$ aux avocats du groupe pour chaque remboursement. Ce processus permet de transférer certaines des dépenses administratives courantes à la défenderesse.

[8] Comme pour le règlement précédent, les remboursements de l'IVC peuvent être effectués aux époux et aux enfants des anciens combattants des Forces canadiennes décédés.

[9] En contrepartie de ces prestations, la défenderesse sollicite une libération complète et définitive de toute responsabilité à l'égard de réclamations éventuelles comme suit :

EN CONTREPARTIE de l'acceptation par la défenderesse des conditions de la présente ordonnance, chaque membre du groupe LIBÈRE PAR LES PRÉSENTES de façon

permanente la défenderesse et ses dirigeants, administrateurs, employés, mandataires, sociétés mères, filiales, sociétés affiliées, prédécesseurs, successeurs et ayants droit, conjointement et solidairement, de toute responsabilité relative à l'ensemble des pertes, dommages, dettes, passifs, coûts, réclamations, poursuites, actions, causes d'action et demandes de quelque nature que ce soit que le membre du groupe a déjà eu, a maintenant ou que lui-même ou ses héritiers, exécuteurs, liquidateurs, successeurs ou ayants droit peuvent avoir à l'avenir contre la défenderesse découlant directement ou indirectement de la déduction prélevée sur les prestations en vertu de la *Loi sur les pensions*, le calcul des augmentations de l'indemnité de vie chère, le calcul de la déduction pour le revenu d'emploi touché dans le cadre d'un programme de réadaptation, ou la fixation du salaire minimum, y compris toutes les réclamations soulevées ou pouvant être soulevées dans le présent recours collectif.

[10] L'affidavit de Daniel Wallace confirme qu'un avis préliminaire du règlement proposé a été envoyé aux membres du groupe au début de mai 2014 et publié sur Internet. Les membres du groupe ont été invités à faire connaître leur point de vue et, en particulier, ils ont reçu des directives sur la procédure à suivre pour s'opposer aux modalités du règlement ou aux honoraires proposés payables aux avocats du groupe. En date du 10 juin 2014, soixante-trois membres du groupe avaient répondu. Parmi ceux-là, soixante était favorable au règlement proposé et un s'y opposait. Dix-huit des soixante-trois répondants étaient favorables aux honoraires proposés et deux s'y opposaient. Au moment de l'audience relative au règlement proposé à Halifax le 20 juin 2014, seul M. Manuge a présenté des observations, et ce, en faveur du règlement et des honoraires proposés. La défenderesse ne s'est pas prononcée sur le montant sollicité par les avocats du groupe pour les honoraires.

[11] La preuve démontre clairement que pratiquement tous les membres du groupe appuient le règlement proposé. Ceci n'a rien de surprenant puisque le règlement prévoit un recouvrement généreux au nom de 14 000 anciens combattants des Forces canadiennes invalides ou de leur famille découlant du nouveau calcul de l'IVC en vertu de la politique d'AIP.

[12] Les objections soulevées par un seul membre du groupe quant aux modalités du règlement n'ont aucun fondement et ne devraient pas, quoi qu'il en soit, empêcher le recouvrement des prestations nécessaires sollicité par des milliers d'autres bénéficiaires. Par conséquent, le règlement proposé est approuvé.

[13] Les avocats du groupe proposent de déduire des chèques de remboursement leurs honoraires de 8 %. On demande qu'une déduction supplémentaire de 0,038 % soit appliquée aux frais remboursables engagés. Comme le recouvrement moyen est d'environ 2 500 \$, il s'agit d'un montant modeste qui ne risque pas de causer un préjudice disproportionné à qui que ce soit. Le montant sollicité concorde également avec les honoraires qui ont été approuvés par la Cour au moment du règlement initial. Si la question de l'IVC avait été réglée à ce moment-là, les prestations supplémentaires auraient été assujetties à la déduction de 8 % pour les honoraires. Les avocats continueront de gérer ces réclamations au cours des 18 prochains mois et ils ont travaillé fort pour parvenir à une issue très favorable pour les membres du groupe. La question de l'IVC a été elle-même relevée par les avocats lorsqu'ils ont examiné les autres questions en cause en l'espèce. Sans leurs efforts, ce recouvrement supplémentaire n'aurait pas eu lieu. Les avocats devraient être récompensés pour leur initiative et leur diligence, et un recouvrement de 8 % est, dans les circonstances, très raisonnable. Par conséquent, il est approuvé.

[14] Enfin, comme M. Manuge, je tiens à féliciter les avocats du ministre pour les efforts qu'ils ont consacrés au règlement de la présente question en faveur des anciens combattants invalides et de leur famille. C'est également grâce au ministre que la présente question ne s'est

pas retrouvée devant les tribunaux et, au final, que les parties sont parvenues à un compromis raisonnable.

[15] Aucuns dépens ne sont adjugés relativement à la présente requête.

ORDONNANCE

LA COUR ORDONNE que :

[1] L'acceptation par la défenderesse des conditions de la présente ordonnance énoncées ci-après est donnée sans admission de responsabilité à l'égard de toute réclamation présentée par le groupe de demandeurs.

[2] Pour les besoins des autres réparations prévues dans la présente ordonnance seulement, la définition du groupe est modifiée comme suit :

Tous les anciens membres des Forces canadiennes qui ont reçu des prestations d'invalidité prolongée en vertu de la police n° 901102 du RARM le ou avant la date de la présente ordonnance et dont les prestations étaient assujetties à une augmentation de l'indemnité de vie chère du 1^{er} janvier 1971 à la date de la présente ordonnance.

[3] Les nouveaux membres ajoutés en raison de la présente modification ont 60 jours à compter de la date à laquelle la défenderesse, par l'intermédiaire de la Financière Manuvie, remet l'avis approprié à la dernière adresse connue au dossier aux membres du groupe pour renoncer à participer au recours collectif (le « délai de renonciation »). Le membre qui a renoncé à participer au recours collectif peut changer d'avis avant la fin du délai de renonciation.

[4] Les questions communes suivantes devraient être ajoutées :

La défenderesse a-t-elle calculé adéquatement les augmentations de l'indemnité de vie chère en vertu de la police n° 901102 du RARM du 1^{er} janvier 1971 à la date de la présente ordonnance?

La défenderesse a-t-elle calculé adéquatement la déduction prélevée relativement aux revenus d'emploi touchés dans le cadre d'un programme de réadaptation?

La défenderesse a-t-elle fixé adéquatement le salaire minimum des membres du groupe aux fins du calcul des prestations d'AIP?

[5] La déclaration devrait être modifiée de la façon énoncée dans l'annexe A de la présente ordonnance.

[6] La défenderesse s'engage à calculer pour chacun des membres du groupe un montant connu sous le nom de « remboursement principal », à calculer selon la formule suivante :

74 % multiplié par $(y + z)$

Où :

y = la différence pour le membre du groupe du 1^{er} décembre 1999 à la date de la présente ordonnance entre :

- (i) l'application de l'indemnité de vie chère à partir de la date à laquelle les prestations ont commencé aux prestations d'invalidité prolongée brutes;
- (ii) l'application de l'indemnité de vie chère à compter de la date à laquelle les prestations ont commencé aux prestations d'invalidité prolongée nettes.

y s'applique seulement aux membres du groupe libérés le ou après le 1^{er} décembre 1999;

z = la différence pour le membre du groupe à partir du 1^{er} janvier 1971 à la date de la présente ordonnance entre :

- (i) l'application de l'augmentation cumulative de l'indemnité de vie chère (plafonnée à une augmentation maximale des prestations de 2 % par année) à compter de la date à laquelle les prestations ont commencé aux prestations d'invalidité prolongée brutes ou nettes¹;
- (ii) l'application de l'augmentation de l'indemnité de vie chère seulement dans la plus récente année (plafonnée à une augmentation maximale de 2 % par année) aux prestations d'invalidité prolongée brutes ou nettes¹, en tenant compte de toute indexation ponctuelle déclarée entre 1980 et 1992 des prestations d'invalidité prolongée nettes.

Si, pour tout membre individuel du groupe, (i) la déduction (ii) est inférieure à zéro, la valeur est réputée égale à zéro.

¹ Pour les membres du groupe libérés le ou après le 1^{er} décembre 1999, les calculs seraient fondés sur des montants bruts. Pour tous les autres membres du groupe, les calculs seraient fondés sur des montants nets.

[7] À compter de la date de la présente ordonnance :

- a. l'indemnité de vie chère continue d'être calculée sur les prestations d'invalidité prolongée nettes et ne s'applique qu'à l'année la plus récente (plafonnée à une augmentation maximale de 2 % par année);
- b. le salaire minimum, aux fins de la fixation des prestations initiales, continuera d'être calculé en fonction du salaire minimum à la date de libération du membre du groupe;
- c. la déduction prélevée visant la réadaptation continuera d'être calculée pour les membres réguliers en fonction du salaire mensuel à la libération sans application des augmentations de l'IVC.

[8] Par l'intermédiaire de La Compagnie d'assurance-vie Manufacturers (la « Financière Manuvie »), la défenderesse versera en fiducie à McInnes Cooper la somme des montants qui suivent pour chacun des membres du groupe (désignés collectivement la « correction administrative ») :

- a. le montant qui aurait été versé à chacun des membres du groupe si les augmentations de l'indemnité de vie chère avaient été arrondies au 0,25 % le plus près en 2002, 2004 et 2007, moins le montant actuellement versé à la date de la présente ordonnance;
- b. le montant qui aurait été versé à chacun des membres du groupe si l'indemnité de vie chère avait été calculée sur une période d'environ 12 mois prenant fin le 30 septembre, moins le montant actuellement versé à la date de la présente ordonnance;

- c. le montant qui aurait été versé à chacun des membres du groupe s'il n'y avait pas eu de trop-payés et de moins-payés subséquents quant à l'indemnité de vie chère, moins le montant actuellement versé à la date de la présente ordonnance.

Pour les membres du groupe qui continuent de recevoir des prestations d'AIP, leurs prestations devraient être ajustées au fur et à mesure afin de refléter le montant corrigé lié à la correction administrative.

[9] Les intérêts payés sur le remboursement principal et la correction administrative sont des intérêts simples calculés de la façon suivante :

- a. 6 % par année, à partir du 1^{er} février 1992 jusqu'au 31 décembre 1995;
 - b. 5 % par année, à partir du 1^{er} janvier 1996 jusqu'au 31 décembre 2008;
 - c. 3 % par année, à partir du 1^{er} janvier 2009 jusqu'à la date à laquelle le montant est versé en fiducie à McInnes Cooper;
- (désignés collectivement les « intérêts »).

[10] Si la dette relative à une déduction prélevée en vertu de la *Loi sur les pensions* d'un membre du groupe a été annulée par l'ordonnance de la Cour du 1^{er} mai 2012 et que cette annulation n'a pas été comprise dans le calcul du premier remboursement du membre dans le recours collectif, le remboursement principal devrait être réduit du montant de la dette annulée au titre de la *Loi sur les pensions*. Le remboursement principal, la correction administrative et les intérêts sont désignés collectivement le « remboursement de l'IVC ». Si la correction administrative est négative, elle peut être utilisée pour réduire le remboursement de l'IVC

autrement payable, mais en aucun cas le membre du groupe ne peut avoir une dette envers la défenderesse découlant de la correction administrative.

[11] Le remboursement de l'IVC payable à tout membre du groupe devrait être réduit de tout montant dont le membre du groupe est redevable à la Financière Manuvie qui ne découle pas de la déduction prélevée en vertu de la *Loi sur les pensions* (le « recouvrement de trop-payés qui ne découlent pas de la *Loi* »).

[12] Par l'intermédiaire de la Financière Manuvie, la défenderesse verse en fiducie à McInnes Cooper le remboursement de l'IVC payable à chacun des membres du groupe, moins les retenues d'impôt exigibles par la loi (les « retenues ») et moins le recouvrement de trop-payés qui ne découlent pas de la *Loi*.

[13] Par l'intermédiaire de la Financière Manuvie, la défenderesse perçoit les remboursements de l'IVC payables et les remet aux avocats du groupe tous les mois, le septième jour de chaque mois, à compter de janvier 2015 et se terminant dans les 12 mois de la présente ordonnance. Les remboursements de l'IVC ne sont payables que si l'ordonnance n'a pas été annulée conformément au paragraphe 30.

[14] Les membres du groupe peuvent réclamer les retenues à titre de crédit pour l'impôt payé conformément à ce qui est prévu dans *Loi de l'impôt sur le revenu*.

[15] Par l'intermédiaire de la Financière Manuvie, la défenderesse remet les formulaires d'impôt requis aux membres du groupe et à l'Agence du revenu du Canada (l'« ARC »).

[16] Par l'intermédiaire de la Financière Manuvie, la défenderesse fournit aux avocats du groupe les renseignements suivants à l'égard de chaque membre du groupe : le remboursement principal, la correction administrative, les intérêts, les retenues ainsi que les formulaires de l'ARC exigés, lesquels sont générés à la date à laquelle le remboursement de l'IVC est traité.

[17] Par l'intermédiaire de la Financière Manuvie, la défenderesse fournit à McInnes Cooper les renseignements concernant la dernière adresse connue, la date de naissance, l'adresse courriel et le numéro de téléphone de chaque membre du groupe. La défenderesse ne doit pas fournir ces renseignements sur les membres du groupe qui ont renoncé de participer au recours collectif.

[18] La défenderesse conserve ses droits habituels en vertu de la police n° 901102 du RARM relativement à la fourniture ou à la demande d'éléments de preuve médicaux ou financiers visant à justifier des paiements futurs autres que le remboursement de l'IVC.

[19] Les membres du groupe qui sont décédés en date du 20 juin 2014 auront droit à des paiements à la date du décès, lesquels paiements seront effectués uniquement et directement aux personnes qui étaient des « personnes à charge » admissibles au moment du décès du membre du groupe, au sens de la partie I de la police n° 901102 du RARM. Les paiements seront effectués selon l'ordre de priorité suivant :

- a. Tous les paiements sont versés au « conjoint » survivant du membre décédé, le « conjoint » étant la personne définie dans la partie I de la police n° 901102 du RARM en fonction de la date de décès du membre.
- b. Si le membre décédé n'a pas de conjoint survivant, tous les paiements doivent être répartis également et remis aux « enfants à charge » au sens de la partie I de la police du RARM en fonction de la date de décès du membre.
- c. S'il n'y a pas de « conjoint » survivant ou d'« enfant à charge » survivant au sens de la partie I de la police n° 901102 du RARM en fonction de la date de décès du membre, la défenderesse n'aura aucun paiement à faire.

[20] Les requérants à l'égard des membres du groupe décédés visés au paragraphe 19 sont tenus de signer une déclaration dont le modèle figure à l'annexe B de la présente ordonnance pour les époux/conjoints de fait ou à l'annexe C de la présente ordonnance pour les enfants.

[21] Si un membre du groupe meurt après le 20 juin 2014, mais avant d'avoir reçu son remboursement de l'IVC, celui-ci sera versé à sa succession.

[22] Dans l'éventualité où un membre du groupe reçoit par inadvertance un remboursement de l'IVC d'un montant supérieur à celui auquel il a droit en vertu de la présente ordonnance (un « trop-payé »), la Financière Manuvie, dès qu'elle est au courant de ce trop-payé, demande immédiatement que le montant du trop-payé soit remboursé. La Financière Manuvie conserve ses droits habituels en vertu de la police n° 901102 du RARM relativement au recouvrement des trop-payés si ces montants ne sont pas remboursés sur demande.

[23] Sa Majesté la Reine du chef du Canada, ses héritiers, successeurs et ayants-droit, la Financière Manuvie, le ministère de la Défense nationale, Anciens Combattants Canada, le Conseil du Trésor du Canada et les avocats du groupe, y compris notamment McInnes Cooper et Branch MacMaster, ne peuvent être tenus responsables de toute réclamation, poursuite, action, cause d'action ou demande de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement d'un paiement versé à un époux, à un conjoint de fait, à un enfant à charge ou à la succession conformément à la présente ordonnance.

[24] Deloitte (le « contrôleur ») est nommée pour examiner et contrôler le respect par la défenderesse de la présente ordonnance, et de faire rapport à ce sujet chaque trimestre jusqu'à la date établie par la Cour. Les comptes du contrôleur sont payés par la défenderesse, et tout différend relatif aux montants de ces comptes ou à la portée de son travail sera réglé par la Cour.

[25] Les membres du groupe sont réputés accorder à la défenderesse l'exonération de responsabilité ci-après :

EN CONTREPARTIE de l'acceptation par la défenderesse des conditions de la présente ordonnance, chaque membre du groupe LIBÈRE PAR LES PRÉSENTES de façon permanente la défenderesse et ses dirigeants, administrateurs, employés, mandataires, sociétés mères, filiales, sociétés affiliées, prédécesseurs, successeurs et ayants droit, conjointement et solidairement, de toute responsabilité relative à l'ensemble des pertes, dommages, dettes, passifs, coûts, réclamations, poursuites, actions, causes d'action et demandes de quelque nature que ce soit que le membre du groupe a déjà eu, a maintenant ou que lui-même ou ses héritiers, exécuteurs, liquidateurs, successeurs ou ayants droit peuvent avoir à l'avenir contre la défenderesse découlant directement ou indirectement de la déduction prélevée sur les prestations en vertu de la *Loi sur les pensions*, le calcul des augmentations de l'indemnité de vie chère, le calcul de la déduction pour le revenu d'emploi touché dans le cadre d'un programme de réadaptation, ou la fixation du salaire minimum, y compris toutes les réclamations soulevées ou pouvant être soulevées dans le présent recours collectif.

[26] Les membres du groupe seront avisés par formulaire joint à l'annexe D (l'« avis ») et de la manière énoncée ci-après :

- a. Par l'intermédiaire de la Financière Manuvie, la défenderesse remet l'avis approprié à la dernière adresse connue au dossier du membre du groupe dans les 10 jours suivant la date de la présente ordonnance;
- b. L'avis sera publié sur le site Web des avocats du groupe, et un lien vers cet avis figurera sur la page d'accueil des sites Web d'Anciens Combattants Canada et du RARM dans les 10 jours suivant la date de la présente ordonnance;
- c. Les avocats du groupe enverront l'avis par courriel aux membres du groupe qu'ils connaissent dans les 10 jours suivant la date de la présente ordonnance;
- d. Les parties publieront un communiqué de presse commun relativement à l'avis dans les 10 jours suivant la date de la présente ordonnance;
- e. La défenderesse assumera les coûts relatifs à la délivrance de l'avis, sauf ceux relatifs à la publication de l'avis sur le site Web des avocats du groupe et à l'envoi des courriels aux membres du groupe connus;
- f. La défenderesse informera les avocats du groupe lorsqu'un avis aura été retourné à l'expéditrice, et les avocats du groupe seront autorisés à prendre toute autre mesure pour retrouver cette personne, à leurs frais;
- g. Le modèle du formulaire de renonciation se trouve à l'annexe E.

[27] Du montant payable en vertu du paragraphe 13, les avocats du groupe sont autorisés à déduire :

- a. un montant égal à 8 % du remboursement de l'IVC pour leurs honoraires;

- b. un montant égal à 0,038 % du remboursement de l'IVC pour leurs débours;
- c. la TPS et la TVH exigées par la loi et les taxes de vente provinciales applicables du remboursement et doivent remettre ce montant à l'Agence du revenu du Canada ou à l'agence provinciale compétente.

[28] Au même moment où le versement visé au paragraphe 13 est effectué, la défenderesse verse à McInnes Cooper 19 \$ pour chaque membre du groupe qui a été payé relativement à leurs dépenses administratives.

[29] Les avocats du groupe ne peuvent déduire ou facturer des honoraires ou débours sur tout paiement mensuel augmenté ou nouveau après la date de la présente ordonnance.

[30] La Cour annulera la présente ordonnance si plus de 10 membres du groupe ont renoncé à participer au recours collectif à l'expiration du délai de renonciation, et la défenderesse peut choisir à son entière discrétion de mettre fin à l'entente. La défenderesse informe par écrit la Cour et les avocats du groupe de son choix au plus tard cinq jours après l'expiration du délai de renonciation. Si la présente ordonnance est annulée, les parties retournent dans la position dans laquelle elles auraient été si la présente ordonnance n'avait pas été rendue.

[31] La Cour conserve son pouvoir général de supervision relatif au recours collectif de même qu'à l'égard de toute question qui pourrait lui être présentée à la demande d'une partie.

[32] Aucuns dépens ne seront adjugés relativement à la présente ordonnance.

« R.L. Barnes »

Juge

Traduction certifiée conforme
Mylène Boudreau, B.A. en trad.

ONGLET A

COUR FÉDÉRALE
RECOURS COLLECTIF AUTORISÉ

ENTRE :

DENNIS MANUGE

DEMANDEUR

ET :

SA MAJESTÉ LA REINE

DÉFENDERESSE

QUATRIÈME DÉCLARATION MODIFIÉE

À LA DÉFENDERESSE :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUE CONTRE VOUS par le demandeur. La cause d'action est exposée dans les pages suivantes.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER L'INSTANCE, vous-même ou un avocat vous représentant devez préparer une défense selon la formule 171B des *Règles des Cours fédérales*, la signifier à l'avocat du demandeur ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, au demandeur lui-même, et la déposer, accompagnée de la preuve de sa signification, à un bureau local de la Cour, **DANS LES TRENTE JOURS** suivant la date à laquelle la présente déclaration vous est signifiée, si la signification est faite au Canada.

Si la signification est faite aux États-Unis d'Amérique, vous avez quarante jours pour signifier et déposer votre défense. Si la signification est faite en dehors du Canada et des États-Unis d'Amérique, le délai est de soixante jours.

Des exemplaires des *Règles des Cours fédérales* ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (n° de téléphone 613-992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS L'INSTANCE, un jugement peut être rendu contre vous en votre absence et sans que vous receviez d'autre avis.

Date : _____

Délivré par : _____
[Fonctionnaire du greffe]

Adresse du bureau local : 1801, rue Hollis, 17^e étage
Bureau 1720
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1S7

DESTINATAIRES : Le procureur général du Canada
À l'attention de : Monsieur William F. Pentney, sous-procureur général du Canada

CLAIM

1. The Plaintiff claims on his own behalf and on behalf of all class members (the "Class"):
 - (a) A declaration that section 24(a)(iv) of Part III(B) of S.I.S.I.P. Policy 901102 is unlawful;
 - (b) A declaration that section 24(a)(iv) of Part III(B) of S.I.S.I.P. Policy 901102 is *ultra vires* the legislative authority of the Defendant;
 - (c) A declaration that the Defendant has breached the public law duty owed to the Plaintiff and the Class to fulfill its obligations under the *Pension Act*;
 - (d) A declaration that the benefits paid and/or payable to the Plaintiff and the Class pursuant to the Pension Act, R.S.C. 1985, c. P-6, as amended (the "Pension Act") have been unlawfully "assigned, charged, attached, anticipated, commuted or given as security" by the Defendant contrary to section 30 of the Pension Act as a result of the application of section 24(a)(iv) of S.I.S.I.P. Policy 901102;
 - (e) A declaration that section 24(a)(iv) of Part III(B) of S.I.S.I.P. Policy 901102 infringes the equality rights of the Plaintiff and the Class under s.15(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* (the "Charter") to live free from discrimination that cannot be saved under section 1 of the Charter;
 - (f) A declaration that the Defendant has breached the fiduciary duties owed to the Plaintiff and the Class as former servants and members of the Canadian Forces terminated as a result of injuries sustained during the course of their service and suffering resulting disabilities;
 - (g) A declaration that the Defendant has acted in bad faith in the implementation of section 24(a)(iv) of Part III(B) of S.I.S.I.P. Policy 901102 and its impact on the Plaintiff and the Class as former servants and members of the Canadian Forces terminated as a result of injuries sustained during the course of their service and suffering resulting disabilities;

- (h) An Order pursuant to section 24 of the Charter that section 24(a)(iv) of Part III(B) of S.I.S.I.P. Policy 901102 be expunged;
- (i) An Order that damages are a just and appropriate remedy pursuant to section 24 of the Charter that the Plaintiff and the Class be reimbursed in an amount equal to the amount of long term benefits deducted pursuant to section 24(a)(iv) of Part III(B) of S.I.S.I.P. Policy 901102 from the amount of long term disability benefits otherwise payable to the Plaintiff and the Class;
- (j) In the alternative, damages in an amount equal to the amount of benefits payable to the Plaintiff and the Class unlawfully and wrongfully deducted pursuant to section 24(a)(iv) of Part III(B) of S.I.S.I.P. Policy 901102 from the amount of long term disability benefits otherwise payable to the Plaintiff and the Class;
- (k) In the further alternative, an Order for restitution;
- (k2) In the further alternative, an Order that the long term disability payments paid and to be paid to the Plaintiff and the Class under SISIP Policy 901102 be calculated to include the VAC Disability Pension as "monthly pay".
- (l) Liability and general damages for:
 - (i) discrimination;
 - (ii) breach of fiduciary duties; and
 - (iii) bad faith.

- (m) Punitive, exemplary and aggravated damages;
- (n) Interest pursuant to the *Federal Courts Act*;
- (o) Costs of this action on a solicitor-and-client basis; and
- (p) Such further relief as this Honourable Court may deem just.

THE PARTIES

2. The Plaintiff is a former member of the Canadian Forces.
3. The Defendant, Her Majesty the Queen, is joined herein as a representative of the Federal Government of Canada, the Minister of National Defence, the Chief of the Defence Staff for the Canadian Forces and the Treasury Board.
4. The Minister of National Defence, is responsible for the management and direction of the Canadian Forces pursuant to section 4 of the *National Defence Act*, R.S.C. 1985 c. N-5, as amended (the "NDA").
5. The Chief of the Defence Staff for the Canadian Forces is, under the direction of the Minister of Defence, charged with the control and administration of the Canadian Forces pursuant to section 18 of the NDA and the policy owner of S.I.S.I.P. Policy 901102. The Chief of Defence Staff designed and implemented the S.I.S.I.P. Policy 901102 pursuant to subsection 39(1) of the NDA. The Director of Personnel at the Department of National Defence was responsible for the control and administration of the SISIP Policy.
6. The Treasury Board is responsible for the rates and conditions of issue of pay of officers and non-commissioned members of the Canadian Forces pursuant to section 35 of the NDA.

NATURE OF THE MATTERS AT ISSUE

SISIP LTD Benefits & The Clawback Provision

7. The Plaintiff served as a member of the Canadian Forces pursuant to the NDA commencing on August 9, 1994 until his required medical release from service on December 29, 2003.

8. As a member of the Canadian Forces, the Plaintiff was required to participate in S.I.S.I.P. Policy 901102, a group insurance plan for members of the Regular Force and Reserve Force of the Canadian Forces.
9. The Chief of the Defence Staff for the Canadian Forces, is the policy owner of S.I.S.I.P. Policy 901102.
10. S.I.S.I.P. Policy 901102 is sponsored and governed by the Treasury Board.
11. The long term disability insurance provided for under S.I.S.I.P. Policy 901102 is an "administrative services only" ("ASO") plan of insurance administered by SISIP Financial Services and Manulife Financial.
12. An ASO plan of insurance is not underwritten by an insurer but rather completely funded by the premiums remitted by its members and plan sponsor. The administrator of the plan is paid a fee for the services provided and the claims made upon the plan are paid out of the pool of funds available from the premiums remitted.
13. Participation in S.I.S.I.P. Policy 901102 is mandatory for all Regular Force and Reserve Force Members. Regular Force members collectively must pay 15% of the premiums required to fund the plan through payroll deductions with the remaining 85% of the premiums paid by the Treasury Board.
14. Part III(B) of S.I.S.I.P. Policy 901102 provides Long Term Disability Insurance for members of the Canadian Forces released after November 30, 1999.
15. Pursuant to section 23 of Part III(B) of S.I.S.I.P. Policy 901102, the monthly income benefit payable is an amount equal to 75% of the member's monthly pay in effect on the date of release from the Canadian Forces ("SISIP LTD Benefits").
16. Pursuant to section 24(a)(iv) of Part III(B) of S.I.S.I.P. Policy 901102, the SISIP LTD Benefits payable are reduced by the amount of the total monthly income benefits payable to the member under the Pension Act (the "Clawback Provision").
17. The Plaintiff qualified to receive long-term disability payments under Part III(B) of S.I.S.I.P. Policy 901102 on his release from the Canadian Forces on or about December

30th, 2003. The Plaintiff received SISIP LTD Benefits for a period of 24 months until December of 2005.

18. Prior to his required medical release from the Canadian Forces, the Plaintiff applied for, and was awarded and received a monthly compensatory disability pension pursuant to the Pension Act as administered by the Department of Veterans Affairs (the "VAC Disability Pension").
19. The monthly amount of the VAC Disability Pension payable to the Plaintiff pursuant to the Pension Act totalled \$386.28 representing compensation for a 20% permanent medical impairment suffered as the result of an injury sustained while serving in the Canadian Forces.
20. During the 24 month period the Plaintiff received SISIP LTD Benefits, the monthly amount of SISIP LTD Benefits purported by the Defendant to representing 75% of his gross monthly income with the Canadian Forces was reduced by the monthly amount of VAC Disability Pension purportedly pursuant to the Clawback Provision.
21. The Plaintiff has suffered financial loss and damages attributable to the wrongful acts committed by the Defendant.

Unlawful, Ultra Vires and Contrary to the Pension Act

22. The Plaintiff and the Class say that the Clawback Provision is unlawful and that the Defendant has wrongfully and without legal or statutory authority deducted the VAC Disability Pension from the calculation of the SISIP LTD Benefits payable to the Plaintiff and the Class.
23. The Plaintiff and the Class say that the Clawback Provision is *ultra vires* the legal or statutory authority of the Defendant under the NDA to manage, control, administer and establish rates and conditions of pay for the Canadian Forces.
24. The Plaintiff and the Class say that the VAC Disability Pension payments are statutorily determined benefits paid and/or payable as compensation for injuries sustained while serving in the Canadian Forces. The payments are not income, and cannot lawfully be

deducted by the Defendant from SISIP LTD Benefits otherwise payable to the Plaintiff and the Class absent specific statutory authority under the Pension Act.

25. The Plaintiffs in the Class say that the VAC Disability Pension awarded on the Pension Act is compensation in respect of the injury, damage or loss sustained while serving in the Canadian Forces.
26. Section 111 of the *Pension Act* and Section 9 of the *Crown Liability and Proceedings Act* both prohibit the Plaintiff and the Class from bringing an action against the Defendant for losses sustained in respect of the injury, damage or loss sustained while serving in the Canadian Forces.
27. The SISIP LTD Benefits payable under SISIP Policy 901102 are not compensatory in respect of the injury, damage or loss sustained while serving in the Canadian Forces but rather income replacement akin to a private policy of insurance payable to a qualified contributor under the policy in relation to his or her disability.
28. The VAC Disability Pension is a pension paid on the same basis as a tort claim while the SISIP LTD Benefits are paid on the same basis as an insurance claim.
29. The Plaintiff and the Class say that the VAC Disability Benefits are statutorily protected benefits pursuant to the provisions of the Pension Act that the Defendant cannot indirectly recover by the application of the Clawback Provision absent specific legislative or legal authority.
30. The Plaintiff and the Class say that the VAC Disability Pension benefits payable to him pursuant to the Pension Act have been unlawfully "assigned, charged, attached, anticipated, commuted or given as security" by the Defendant contrary to section 30(1) of the Pension Act as a result of the application Clawback Provision.
31. The Plaintiff and the Class say that the Defendant has breached section 30 of the Pension Act in that the Clawback Provision effectively operates to assign and anticipate the receipt of the VAC Disability Pension contrary to section 30(1).

32. The Plaintiff and the Class say that the only manner in which a VAC Disability Pension may be assigned or anticipated has been specifically legislated in section 30(2) of the Pension Act.
33. The Plaintiff and the Class say that the Defendant has unlawfully seized and executed upon his VAC Disability Pension in law or in equity contrary to section 30(1.1) of the Pension Act.
- ~~33A. The Plaintiff and the Class further say that the Defendant had no lawful basis to reduce their SISIP LTD Benefits due to VAC Disability Pension payments received by the Plaintiff and the Class. In particular, the Plaintiff and the Class say that the VAC Disability Pension payments are not "monthly income benefits" and do not meet any of the terms in the Clawback Provision. As a result, the VAC Disability Pension should not have caused a reduction in SISIP LTD Benefits. The Defendant breached the terms of S.I.S.I.P. Policy 901102 by reducing their SISIP LTD Benefits without any legal right to do so.~~
- ~~33B. Further and in the alternative, the Plaintiff and the Class say that the Defendant breached the terms of S.I.S.I.P. Policy 901102 by improperly calculating the SISIP LTD Benefits of the Plaintiff and the Class. In particular, the Defendant failed to include their VAC Disability Pension payments as part of their "monthly pay in effect on the date of release from the Canadian Forces" for the purposes of calculating the SISIP LTD Benefits.~~
- ~~33C. Furthermore, the Defendant failed to base the Class Members' minimum salary as that of a senior private in the standard pay group for the purposes of calculating LTD benefits as required by section 1(e)(iv) of Part III(B) of S.I.S.I.P. Policy 901102.~~
- ~~33D. The Defendant did not properly interpret section 28 of Part III(B) of S.I.S.I.P. Policy 901102 when calculating the offset for rehabilitation employment income. Specifically, the Defendant failed to adjust a member's monthly salary at release to "the present value by application of the 'CPI' for each year benefits are payable."~~
- ~~33E. The Plaintiff and the Class further say that the Defendant did not properly calculate the consumer price index increases under S.I.S.I.P. Policy 901102. In particular, the Plaintiff and the Class say:~~

a) the Defendant did not apply the consumer price index increases to the gross amount of the SISIP LTD Benefits as required by S.I.S.I.P. Policy 901102. Rather, the Defendant applied the consumer price index increases to the net amount of the SISIP LTD Benefits;

b) the Defendant did not apply the aggregate increase in the consumer price index (capped at a maximum increase in benefits of 2% per year) from the date the benefit commenced on the SISIP LTD Benefits as required by S.I.S.I.P. Policy 901102;

c) in 2002, 2004 and 2007, the Defendant did not round up the consumer price index increase to the next .25% as required by S.I.S.I.P. Policy 901102;

d) beginning in 2001, the Defendant did not use the indexation calculation as set out in S.I.S.I.P. Policy 901102. Under S.I.S.I.P. Policy 901102, a 12 month average period ending in September should be used to calculate the annual indexation. Instead, the Defendant used the month of October; and

e) the Defendant improperly reduced Class members' benefits in 1999 and 2000 in an attempt to correct alleged overpayments in 1992 and 1994. This reduction resulted in an underpayment of benefits to the Class.

Breach of Public Law Obligations

34. The Plaintiff and the Class say that the Pension Act is a complete statutory scheme concerning the rights and obligations of the Defendant with respect to the payment of benefits to the Plaintiff and the Class and that the Plaintiff has a public law duty to fulfil its obligations as provided under the Pension Act.
35. That as a result of the application of the Clawback Provision the Defendant has wrongfully breached the Pension Act and the public law duties owed to the Plaintiff and the Class under the Pension Act.

Breach of s.15(1) Charter Rights

36. The Plaintiff and the Class say that the Clawback Provision deprives them of their equality rights under s.15(1) of the Charter to live free from discrimination.
37. As of October 27, 2000 a member of the Canadian Forces who qualified for a VAC Disability Pension under the Pension Act who is able to continue to serve by meeting Canadian Forces *bona fide occupational requirements* ("bfors") is entitled to receive a VAC Disability Pension in addition to 100% of his service income.
38. As of October 27, 2000 a member of the Canadian Forces who qualifies for a VAC Disability Pension under the Pension Act who is unable to continue to serve as a result of not meeting Canadian Forces *bfors* receives income replacement in the form of SISIP LTD Benefits reduced by the amount of the VAC Disability Pension.
39. The Plaintiff and the Class say that the Clawback Provision breaches s. 15 of the Charter by creating a two-tiered benefit scheme based upon the degree and extent of their disability and whether they can meet *bfors* in order to continue to serve in the Canadian Forces.
40. As of April 6, 2006, the Defendant legislated and proclaimed into force the *Canadian Forces Members and Veterans Re-establishment and Compensation Act* (the "New Veteran's Charter") which provides that disabled members of the Canadian Forces injured on or after April 6, 2006 may apply for a disability award under the New Veteran's Charter and receive a lump sum compensatory disability award which is not subject to the Clawback Provision.
41. The New Veterans Charter does not eliminate the Clawback Provision for those members of the Class in receipt of a VAC Disability Pension as of April 6, 2006 and entitled to SISIP LTD Benefits post-April 6, 2006 as a result of their required medical release.
42. The New Veterans Charter does not retroactively reimburse the Plaintiff and the Class for monies deducted from SISIP LTD Benefits as a result of the Clawback Provision.
43. The Plaintiff and the Class say that the introduction of the New Veterans Charter deprives the Plaintiff and the Class of their equality rights under s.15(1) of the Charter to live free from discrimination by creating a two-tiered disability benefit scheme based upon the

temporal date of disability and date of application of the Pension Act and New Veterans Charter.

Unjust Enrichment

44. The Plaintiff and the Class say that in the application of the Clawback Provision, the Defendants have wrongfully and unjustly received and retained a corresponding benefit to the detriment of the Plaintiff and the Class in that the Clawback Provision has relieved the Defendant from inevitable expenses they were required to incur pursuant to the Pension Act and in the provision of long term disability benefits under SISIP Policy 901102.
45. The Plaintiff and the Class say that there is no juristic reason for this enrichment.

Breach of Fiduciary Duties

46. The Plaintiff and the Class say that the Defendant, as the sponsor and administer of SISIP Policy 901102, owes fiduciary duties to the Plaintiff and the Class, being former servants and members of the Canadian Forces injured during their course of service and suffering resulting disabilities causing them to be unable to continue to serve.
- ~~46A. The Plaintiff and the Class were required to participate in and contribute to SISIP Policy 901102 while members of the Canadian Forces. The Defendant created, sponsors and administers SISIP Policy 901102 on behalf of and for the benefit of the Plaintiff and the Class. As a result, the Defendant is a fiduciary to the Plaintiff and the Class.~~
47. The Plaintiff and the Class say that the fiduciary duties owed to them include, but are not limited to, duties of loyalty, good faith, equal treatment, fairness, civility, decency, respect and dignity.
48. The Plaintiff and the Class say that the Defendant has breached the fiduciary duties of good faith, equal treatment and dignity by:
- 1) implementing the Clawback in a manner that discriminates against disabled members who are medically released from the Canadian Forces compared with those who able to continue to serve.

(2) eliminating the Clawback on a go forward basis with the introduction of the New Veterans Charter while maintaining the Clawback for those injured prior to April 1, 2006; and

(3) the improper inclusion of the VAC Disability Pension as 'monthly income benefits' in calculating the reduction in benefits payable under SISIP Policy 901102.

Bad Faith

49. The Plaintiff and the Class say that the Defendant has been aware of its unlawful conduct, discriminatory conduct and breach of fiduciary duties owed to the Plaintiff and the Class since October of 2003 and have acted in bad faith in failing to redress the breach.
50. The unfairness of the Clawback Provision has been the subject of a Special Report of the Ombudsman for the Department of National Defence and Canadian Forces dated October 30, 2003 entitled "Unfair Deductions from S.I.S.I.P. Payments to Former Members" (the "Special Report").
51. The Special Report contained the following conclusion of the Ombudsman with respect to the Clawback Provision:

Serving CF members receiving disability pensions through VAC under the Pension Act do not have their income reduced because of the pension they receive to compensate them for their disability. It simply does not seem fair that injured and ill members who are released from the CF for medical reasons should have their disability insurance benefit paid, which is intended to replace income as CF members, reduced because of the same pension benefits.

52. The Special Report contained the following recommendations:
 - (a) The Minister of Defence present the necessary submission to the Treasury Board Secretariat of Canada and ensure all other necessary steps are taken to amend the SISIP long term disability insurance policy so that Pension Act

disability pensions do not reduce the amount of SISIP long term disability benefits payable to former CF members;

- (b) The Minister of National Defence take the necessary steps to ensure former CF members who had their SISIP long term disability benefits reduced on account of disability pensions received under the Pension Act should be reimbursed for the amounts deducted from their benefits as of October 27, 2000.
53. The Plaintiff and the Class say that on or about November 4, 2003, the House of Commons Standing Committee on National Defence and Veterans Affairs (SCONDVA) unanimously passed a motion imploring the Minister of National Defence and Federal Government of Canada to accept and enact the recommendations contained in the Special Report forthwith.
54. The recommendations contained in the Special Report were the subject of a follow-up letter from the Ombudsman to the Minister of National Defence on October 26th, 2005 ("Ombudsman's Letter #1").
55. Ombudsman's Letter #1 identified the fundamental unfairness and inequities associated with the introduction the New Veterans Charter and its failure to address the Clawback Provision affecting the Plaintiff and the Class.
56. The recommendations contained in the Special Report were the subject of a second follow-up letter from the Ombudsman to the Minister of National Defence on March 6th, 2007 ("Ombudsman's Letter #2").
57. Ombudsman's Letter #2 further identifies the fundamental unfairness of the Clawback Provision stating as follows:

It is fundamentally unfair that military members who are medically unable to serve in the Canadian Forces – and who are forced to give up their career and way of life – do not receive the full benefit of their Pension Act disability pension. But this is clearly the case as a result of their SISIP LTD monthly

income replacement benefit being reduced by the amount of their disability pension.

This unfairness becomes even more evident when those who are forced to leave the Canadian Forces are compared with military personnel who have been injured or disabled but whose injuries or disabilities are less serious. The latter can remain in the Canadian Forces, receiving their full military pay and adding to their retirement plan, while still being entitled to a disability pension under the Pension Act.

The fact that the group of individuals receiving SISIP LTD is vulnerable, and already disadvantaged by disabilities serious enough to require them to give up their careers and collect long-term disability, leads me to the view that the inequity might very well be serious enough to attract the protection of human rights legislation, as well as the protection of the equality provisions set out in section 15 the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, which identify physical and mental disabilities as prohibited grounds of discrimination.

58. The Plaintiff and the Class say that the Defendant has acted in bad faith entitling them to an award of general, punitive, exemplary and aggravated damages.

THE CLASS

59. The Special Report cited the following facts with respect to the Class:

- (a) At the end of September 2002, S.I.S.I.P. had 1,791 active LTD claims;
- (b) Approximately 56% of the recipients of SISIP LTD Benefits also receive VAC pension benefits under the Pension Act.

60. Ombudsman's Letter #2 cited the following fact with respect to the losses sustained by the Class:

In October 2006, we were informed that the Office of the Superintendent of Financial Institutions (OSFI) had reviewed the estimates and determined that the cost of eliminating the Pension Act deductions from SISIP LTD monthly benefits, retroactive to October 2000, would be between \$275 million and \$295

million. Given that these figures were reviewed and verified by OSFI, I have no reason to question their accuracy.

61. The number of Class members is, as yet, undetermined, however, based upon the Special Report and the Ombudsman's Letter #2, the proposed Class is so large that joinder of all members of the Class as Plaintiffs would be impractical.
62. There are questions of law and fact common to the Class. The claims of the Plaintiff are typical of the claims of the Class and the Plaintiff herein will adequately represent and protect the interests of the Class.
63. Separate actions by individual members of the Class would create a risk of inconsistent adjudications with respect to individual members of the Class, which could establish incomplete standards of conduct for the Defendant.
64. Questions of law and fact common to the members of the Class with respect to the relief claimed predominate over questions affecting individual members. A class action is superior to the other available methods for a fair and efficient adjudication of this matter.
65. The Plaintiff, who is a member of the Class, has sustained financial loss as a result of the unlawful conduct of the Defendant as alleged in the Statement of Claim and has no conflict with other members of the Class.
66. In the absence of a class action, the Defendant will retain the benefits of its wrongful conduct because Class members are unlikely to bring, and have not brought, separate individual lawsuits due to the size of individual Class members' claims and their limited resources as compared with the cost of litigation and the resources of the Defendant.
67. The questions of law and fact common to the Class, which predominate over individual questions, include, but are limited to the following:
 - (a) Whether section 24(a)(iv) of Part III (B) of S.I.S.I.P. Policy 901102 is unlawful;
 - (b) Whether section 24(a)(iv) of Part III(B) of S.I.S.I.P. Policy 901102 is ultra vires the legislative authority of the Defendant;

- (c) Whether the benefits paid to the Plaintiff and the Class pursuant to the *Pension Act*, R.S.C. 1985, c. P-6, as amended (the “Pension Act”) have been unlawfully “assigned, charged, attached, anticipated, commuted or given as security” by the Defendant contrary to section 30 of the Pension Act as a result of the application of section 24(a)(iv) of S.I.S.I.P. Policy 901102;
- (d) Whether section 24(a)(iv) of Part III(B) of S.I.S.I.P. Policy 901102 infringes the equality rights of the Plaintiff and the Class under s.15(1) of the Charter to live free from discrimination that cannot be saved under section 1 of the Charter;
- (e) Whether the Defendant has been unjustly enriched;
- (f) Whether the Defendant has breached the fiduciary duties owed to the Plaintiff and the Class;
- (g) Whether the Defendant has acted in bad faith in the implementation of section 24(a)(iv) of Part III(B) of S.I.S.I.P. Policy 901102;
- (h) Whether the Plaintiff and the Class are entitled to relief under section 24 of the Charter and what relief should be granted;
- (i) Whether special damages are payable by the Defendant;
- (j) Whether the Defendant is liable for general damages for discrimination, breach of fiduciary duties and bad faith and the amount of general damages payable;
- (k) Whether the conduct of the Defendant justifies an award of punitive, exemplary and aggravated damages;
- (l) Whether restitution should be awarded to the Plaintiff and the Class;
- (m) Whether an award of aggregate damages should be awarded to the Class;
- (n) Whether interest is payable to the Plaintiff and the Class pursuant to the *Federal Courts Act*; and

- (o) Whether the costs of this action should be awarded to the Plaintiff and the Class on a solicitor-and-client basis;
- (p) Are the pension payments made pursuant to s. 21 of the Pension Act "total monthly income benefits" as that term is described in section 24(a)(iv) of Part III(B) of S.I.S.I.P. Policy 901102;
- (q) Are the pension payments made pursuant to s. 21 of the Pension Act "monthly pay in effect on the date of release from the Canadian Forces" as that term is described in section 23(a) of Part III(B) of S.I.S.I.P. Policy 901102; and
- (r) Did the Defendant properly calculate the consumer price index increases under S.I.S.I.P. Policy 901102 from January 1, 1971 to the date of this Order?
- (s) Did the Defendant properly calculate the offset for employment income earned as part of a rehabilitation program?
- (t) Did the Defendant properly set the Class Members' minimum salary for the purposes of calculating LTD benefits?

PARTICULARS OF INDIVIDUAL DAMAGES

68. The particulars of the financial losses suffered by the individual members of the Class reasonable attributable to those wrongful acts committed by the Defendant will be provided before the trial of such individual damage assessments as are necessary and as this Honourable Court may direct.

PUNITIVE, EXEMPLARY AND AGGRAVATED DAMAGES

69. The Defendant's conduct involves the calculated breach of, or wilful blindness to duties owed to the Plaintiff and the members of the Class, know or which ought to have been known to the Defendant.
70. The Defendant's deliberate conduct has caused financial losses to the Plaintiff and members of the Class.

71. The Defendant's conduct has materially aggravated the damages suffered by the Plaintiff and individual members of the Class and as such warrants an award of aggravated damages.
72. The Defendant's conduct has been egregious and warrants an award of punitive and exemplary damages.

COSTS

73. The Defendant's conduct is egregious and warrants an award of costs on a solicitor and client basis.

LEGISLATION

74. The relief claimed in this action is pursuant to and arises from the Pension Act, the *National Defence Act*, *Federal Courts Act*, the Federal Court Rules 1998, as amended, the *Canadian Charter of Rights and Freedom*, and the *Crown Liability and Proceedings Act*.
75. The Plaintiff proposes that this action be tried in Halifax, in the Province of Nova Scotia.

DATED at Halifax, in the Province of Nova Scotia, this _____ day of April, 2014.

PLACE OF TRIAL: HALIFAX, NOVA SCOTIA

Peter J. Driscoll
Solicitor for the Plaintiff

THIS FOURTH AMENDED STATEMENT OF CLAIM is given by PETER J. DRISCOLL, of the law firm McInnes Cooper, 1300 - 1969 Upper Water Street, Purdy's Wharf Tower II, P.O. Box 730, Halifax, Nova Scotia, B3J 2V1.

TAB B



Annex B

MANUGE v. HER MAJESTY THE QUEEN

DECLARATION OF _____

I, _____, do solemnly declare:

1. I was the spouse of _____, deceased at the time of his/her death.

My address is: _____

["Spouse" is defined in SISIP Policy No. 901102 as "a person married to a member or a beneficiary as a result of a valid civil or religious ceremony. In addition, the spouse of a member shall include a person for whom the member has made a written declaration that such person is the member's spouse. The spouse of a member or a beneficiary shall also include a person for whom it can be established that for at least 12 consecutive months such person has resided continuously with the member or the beneficiary ['common law spouse',] as the case may be...If the member or the beneficiary has more than one spouse applying the above criteria, only the most recent shall be considered a 'spouse' for purposes of this policy."

"Spouse" does NOT include a former spouse who, at the time of death, was divorced from the deceased or in the case of a "common law spouse" had ceased cohabiting with him or her.]

2. To my knowledge, I was the most recent "spouse" of the deceased at the time of his/her death under the policy definition.

DATED at _____, in the Province of _____, this _____ day of _____, 2013.

Witnessed:

TAB C



Annex C

MANUGE v. HER MAJESTY THE QUEEN

DECLARATION OF _____

I, _____, do solemnly declare:

1. I was a dependent child of _____, deceased, at the time of his/her death.

My address is: _____

["Dependent Child" is defined in SISIP Policy No. 901102 as a natural child, step-child, legally adopted child, or a child to whom a member stood *in loco parentis* who was unmarried and not employed on a regular and full-time basis, ineligible to be insured as a member under SISIP Policy No. 901102, and dependent upon the deceased member or a legal guardian, or in the absence of a legal guardian, a relative of either the deceased member or the deceased member's former spouse at the time of the deceased member's death. The term Dependent Child shall apply until the child's 25th birthday. However, there shall be no maximum age limit applied if the Dependent Child has been continuously and wholly dependent upon one of the parties delineated above, and unable to provide for his/her own maintenance as a result of a physical or mental infirmity.]

2. I am a dependent child because:

- I was under the age of 25 at the time of the deceased's death.
- I was over the age of 25 at the time of the deceased's death, but continuously and wholly dependent upon one of the parties delineated above, and unable to provide for my own maintenance as a result of a physical or mental infirmity.

3. To my knowledge there is no living spouse of the deceased as defined in SISIP Policy No. 901102.

["Spouse" is defined in SISIP Policy No. 901102 as "a person married to a member or a beneficiary as a result of a valid civil or religious ceremony. In addition, the spouse of a member shall include a person for whom the member has made a written declaration that such person is the member's spouse. The spouse of a member or a beneficiary shall also include a person for whom it can be established that for at least 12 consecutive months such person has resided continuously with the member or the beneficiary ["common law

spouse'], as the case may be...If the member or the beneficiary has more than one spouse applying the above criteria, only the most recent shall be considered a 'spouse' for purposes of this policy."

"Spouse" does NOT include a former spouse who, at the time of death, was divorced from the deceased or in the case of a "common law spouse" had ceased cohabiting with him or her.]

4. To my knowledge:

- There are no other living dependent children of the deceased.
- There are other living dependent children of the deceased, whose names and addresses are listed below:

DATED at _____, in the Province of _____, this _____ day of _____, 2013.

Witnessed:

TAB D



Notice of Approval of Settlement in the Class Action Regarding the Calculation of the SISIP Cost of Living Allowance

Manuge v Her Majesty the Queen, Court File No. T-463-07.

What is this settlement about?

The Plaintiff, Dennis Manuge, argued that the Defendant did not properly calculate Cost of Living Allowance ("COLA") increases as required by the SISIP Long Term Disability Plan.

The parties have now come to a settlement agreement on this issue. ("COLA Settlement") The Settlement is over and above any benefits received by certain class members as a result of the elimination of the *Pension Act* offset.

On ~~the~~ the Court approved the settlement. The Court's decision is available on www.leavenovetbehind.ca.

Why am I getting this notice?

You have been identified as a member of the Class. The Agreement affects your rights.

Who are the Class Members?

The Court approved the following definition of the Class: "all former members of the Canadian Forces who were in receipt of long-term disability benefits under S.I.S.I.P. Policy No. 901102 on or before the date of this Order and whose benefits were subject to a Cost of Living Allowance increase from January 1, 1971 to the date of this Order."

This new Class definition expands the prior Manuge Class to include recipients of SISIP long term disability benefits that were not reduced by the Pension Act offset. This expansion is necessary because the alleged Cost of Living Allowance errors impact people whether or not they had an offset.

Class Members who are added by this expanded definition will have the right to opt out. **But if you opt out, you will not get any refund under the Agreement.** If you still want to opt out, you must contact McInnes Cooper. They will explain the process to you, and provide you with the required form. The required form to opt out has to be delivered to McInnes Cooper by insert date 60 days after the issuance of Order.

If you were already in the Manuge class, you will stay in the class. You don't need to do anything more to receive your benefits.

What are the terms of the Agreement?

In summary, the Agreement provides for the following:

1. All Class Members affected will receive the additional amount that would have been paid had the Cost of Living Allowance increases been rounded up to the nearest .25% in 2002, 2004 and 2007.

2. All Class Members will receive 74% of the amount that they would have received if their Cost of Living Allowance increase was calculated as an aggregate increase (capped at a maximum increase in benefits of 2% per year) from the date the benefit commenced.
3. All Class Members whose Cost of Living Allowance increases were subject to overpayments and subsequent underpayments in 1999 and 2000 will be compensated for the improper amount of those reductions.
4. All Class Members whose benefits were affected as a result of using incorrect dates to calculate the Cost of Living Allowance increases will be compensated.
5. All Class Members released on or after December 1, 1999 will receive 74% of the amount that they would have received if their Cost of Living Allowance increase was applied to their gross long term disability benefit before offsets, rather than their net long term disability benefit after offsets.
6. Class Members will receive simple interest on any amounts payable above calculated as follows:
 - a. 6% annually from February 1, 1992 to December 31, 1995;
 - b. 5% annually from January 1, 1996 to December 31, 2008;
 - c. 3% annually from January 1, 2009 to the date the amount is paid to McInnes Cooper in Trust.

The Defendant will correct future payments in relation to items 1, 3 and 4, but not 2 and 5. The Plaintiff has accepted this compromise in relation to future payments because the Defendant always retains the right to alter the terms of the policy on a going forward basis in any event.

The full terms of the Agreement are available at www.leaveovetbehind.ca

What do I have to do to make a claim?

You do not have to do anything right now.

Class Members will receive their refund automatically through McInnes Cooper.

Will there be deductions from the Refund?

As always with any SISIP LTD benefits, there will be an amount withheld for taxes. Your actual tax payable may be more or less than the amount withheld.

There will be an approximate *% deduction for legal fees, sales taxes and expenses. These amounts are tax deductible.

Finally, if you owe SISIP money for any other reason, this amount will be deducted.

When will I receive my Refund?

The Refunds will be processed beginning in January 2015 and will be completed by
Insert date 12 months from Order

What if I want more information?

For more information, please contact McInnes Cooper at:

SISIPClassAction@mcinnescooper.com
(902) 444-8417 (English)
(506) 877-0831 (French)

SISIP Class Action
McInnes Cooper
PO Box 730, Halifax, NS
B3J 2V1

TAB E



OPT OUT NOTICE

I do not want to participate in the class action *Dennis Manuge v. Her Majesty the Queen*,
Federal Court No. T-463-07.

**I understand that if I complete this form, I will not be able to seek recovery of any
damages in this action.**

Print Name

Sign Name

Address

Date

MAIL OR FAX THIS DOCUMENT NO LATER THAN * TO:

McInnes Cooper
Purdy's Tower II
901-1969 Upper Water Street
PO Box 730
Halifax, NS B3J 2V1
Fax: (902) 425-6350

Attention: Kristine Hunter

COUR FÉDÉRALE

AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER

DOSSIER : T-463-07

INTITULÉ : DENNIS MANUGE c. SA MAJESTÉ LA REINE

LIEU DE L'AUDIENCE : HALIFAX (NOUVELLE-ÉCOSSE)

DATE DE L'AUDIENCE : LE 20 JUIN 2014

ORDONNANCE ET MOTIFS : LE JUGE BARNES

DATE DES MOTIFS : LE 2 JUILLET 2014

COMPARUTIONS :

Ward Branch
Peter Driscoll
Daniel Wallace

POUR LE DEMANDEUR

Paul Vickery
Travis Henderson
Lori Rasmussen

POUR LA DÉFENDERESSE

AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER :

Branch MacMaster
Halifax (Nouvelle-Écosse)

POUR LE DEMANDEUR

et

McInnes Cooper
Halifax (Nouvelle-Écosse)

William F. Pentney
Sous-procureur général du Canada
Ottawa (Ontario)

POUR LA DÉFENDERESSE

et

Halifax (Nouvelle-Écosse)